

Obama : un plan de réforme bancaire correct mais (très) insuffisant.

Posté le : 23 mai 2010 11:11 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Crise financière

- Interdiction de la spéculation pour compte propre directe ou via des produits dérivés.

On ne voit pas pourquoi les banques de dépôts, qui reçoivent des prêts forcés de la part de tous ceux qui doivent utiliser la banque pour conserver leur épargne liquide et effectuer certaines formes de paiements, pourraient utiliser cet argent pour effectuer des spéculations pour compte propre qui, quand les banques gagnent, alimentent les bonus des hauts dirigeants et ,quand elles perdent, imposent un refinancement par le contribuable. C'est une idée de bon sens que nous défendons ici depuis toujours. Alors bravo ! Pourquoi ne fait-on pas de même en Europe et en particulier en France ?

- Transparence accrue des fonds spéculatifs : l'idée qu'il n'y aurait de bonnes finances qu'à partir du moment où des fonds spéculatifs cachés dans des paradis fiscaux pourraient loin de toute fiscalité et dans le secret total lancer des raids dévastateurs sur les marchés financiers mondiaux est aussi folle que celle qui considérerait que le summum du capitalisme est le brigandage maritime en Somalie. Si les opérations sont propres et saines elles peuvent être faites en pleine lumière et dans la clarté fiscale. Il faudrait peut être tenir compte maintenant de la faillite de LTCM, 15 ans après !

- Création d'une autorité de protection des emprunteurs. Il est certain que plus aucun épargnant de comprends quoi que ce soit aux placements qu'il fait ou surtout qu'on lui fait faire. Créer une "autorité" est la vision bureaucratique de la solution. Il faut surtout renforcer la réglementation sur ce qui est autorisé ou non. Les boîtes noires doivent être démontées et les ventes de chimères pénalement poursuivies. On ne peut qu'espérer que cette autorité aura la capacité d'orienter la législation en faisant un inventaire détaillée des pratiques.

- Limite à la croissance des bilans bancaires. Là on confond macro économie et micro économie. Les bilans bancaires ne grossissent pas tout seul.

- Plus de pouvoirs pour la FED et plus grande transparence. Là encore les modifications institutionnelles n'ont d'intérêt que si elles servent un projet. Quel est le projet ? La FED a des responsabilités majeures dans la crise actuelle.

Le plan Obama est finalement modeste, certainement pas à la hauteur des évènements, mais au moins il va dans la bonne direction.

Que manque-t-il ?

D'abord une vision des causes de la crise et une idée majeure de ce que serait le cadre de fonctionnement financier et monétaire de la mondialisation. A partir du moment où on se contente de croire que la crise est due à un simple dérèglement du comportement des acteurs financiers, sans se préoccuper du contexte, on bâtit sur du sable. Le plan Obama peut faire un peu de bien mais il ne règle rien. Rappelons le une fois de plus : la crise n'est pas due principalement aux subprimes. Elle a

certes frappé particulièrement le marché immobilier. Mais la victime n'est pas l'assassin, même si elle a mis du sien.

Ne comprenant pas pourquoi les bilans des banques se sont mis à gonfler démesurément sur une longue période, on essaie de leur mettre une camisole. On ferait mieux d'agir sur les causes plutôt que sur les symptômes.

Il n'y a aucune mesure proprement monétaire, notamment dans le domaine de l'organisation monétaire internationale. C'est une erreur colossale d'analyse et la condition de l'impuissance.

La réforme Obama est donc bien orientée. Aucune mesure n'est absurde. Mais elle est si partielle qu'elle n'a au fond pas grand intérêt et n'est pas en mesure d'atteindre son but affiché : empêcher qu'une crise du même genre ne se reproduise.

De toute façon une crise du système financier international ne peut pas avoir de solution nationale. C'est vrai pour le plan Obama, encore plus vrai pour les gesticulations d'Angela Merkel, ou l'immobilisme de N. Sarkozy qui n'a toujours pas proposé trois ans après le début de la crise (qui commence avec le blocage du marché interbancaire de juillet 2007) la moindre proposition de réforme financière (les banques en France SONT l'état et ne permettront rien).

Quant à M. Barnier, c'est à dire l'Europe, on attend toujours. La question du passeport européen pour les hedge funds, cela reste tout de même de l'anecdotique.

Cercle des économistes e-toile